agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
Fondata nel 1927
http://www.fides.org

AFRIQUE/EGYPTE - Un pays dans l'attente des initiatives de l'armée et d'une éventuelle implication de l'Eglise copte dans les plans de sortie de crise

Minya (Agence Fides) – Après le discours du Président Morsi – qui a réaffirmé mardi 2 juillet au soir sa ferme intention de demeurer au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, obtenu sur la base d'élections démocratiques – « le peuple est déçu. Il craint que ne se déclenche une spirale de violence et attend de voir quelle sera la réaction de l'armée au terme de l'ultimatum de 48 heures qu'elle avait lancé au gouvernement et qui arrive à échéance cet après-midi ». C'est ainsi que S.Exc. Mgr Botros Fahim Awad Hanna, Evêque copte catholique de Minya, décrit à l'Agence Fides le climat d'incertitude et de préoccupation qui règne dans tout le pays face à une crise politique et sociale qui risque de dégénérer en guerre civile. Les affrontements entre les millions de manifestants contraires au Président Morsi et les groupes progouvernementaux liés à la Fraternité musulmane, ont déjà fait plus de 10 morts et des centaines de blessés.
Mgr Hanna confirme que, « parmi les projets qui circulent ces jours-ci à propos des modalités de gestion de la phase de transition après une éventuelle renonciation de Morsi, il en est qui espère l'implication de l'Université d'Al Azhar et de représentants de l'Eglise copte, en tant que forces capables de contribuer à l'élaboration d'une solution équilibrée de la crise ». L'Evêque copte catholique de Minya ramène à ses justes proportions les alarmes qui circulent ces jours-ci à propos de violences sexuelles qui auraient eu lieu sur la Place Tahrir et en d'autres endroits intéressés par les manifestations des oppositions. « Il s'agit de nouvelles gonflées. Un ou deux épisodes ont en fait été enregistrés. Ce sont toujours des sources proches du gouvernement et des Frères Musulmans à avoir diffuser la rumeur selon laquelle des dizaines et des dizaines de cas de violences sur les femmes auraient eu lieu sur les places en révolte et cette rumeur a été reprise de manière acritique en Occident. Il s'agit d'une campagne diffamatoire visant à salir l'image des millions de manifestants qui sont descendus dans les rues ces jours-ci dans un but bien précis : exprimer leur désaccord avec le gouvernement et demander au Président Morsi de renoncer au pouvoir ». (GV) (Agence Fides 03/07/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it